

# 17 octobre 1961

## Contre le racisme d'Etat

**Le 17 octobre 1961, des milliers d'algériennes et d'algériens défilaient pacifiquement pour défendre leurs droits à l'égalité et à l'indépendance. Ils et elles furent emprisonnés, torturés et refoulés en Algérie. Des centaines le payèrent de leurs vies, assassinés par les forces de police. Exigeons de l'Etat qu'il reconnaisse sa responsabilité dans ce massacre et que cesse les politiques racistes tout droit héritées du passé colonial français.**

50 ans après les terribles événements du 17 octobre 1961, alors que certains osent encore parler des « bienfaits de la colonisation », **l'Etat refuse toujours de reconnaître officiellement sa responsabilité dans ce massacre et ceux des guerres coloniales qu'il a menées.** Ces violences s'exerçaient à l'encontre d'« indigènes » qui avaient le tort de se révolter contre le système colonial et le traitement qui leur était réservé. **Ces violences racistes de nature coloniale de l'Etat français n'ont pas cessé :** les « bavures policières » de ces dernières décennies, à savoir les centaines de jeunes dits « issus de l'immigration » tués impunément par la police, se situent pleinement dans la continuité de ce crime d'Etat que constitue le 17 octobre. Quant aux centres de rétention administrative, ils découlent de la tradition coloniale de l'enfermement administratif dont ont été victimes les indigènes colonisés

### L'Etat doit reconnaître ses responsabilités

Le traitement policier des cités, tant dans le discours guerrier des territoires à reconquérir que sur le ter-

rain, est la manifestation de l'oppression raciste, hérité du colonialisme républicain que l'Etat inflige aux populations immigré-e-s et à leurs enfants et petits-enfants. L'application de l'état d'urgence en 2005 au moment des révoltes dans les quartiers populaires en témoigne. Il n'est pas rare de voir les CRS occuper un quartier, contrôler les habitantes et les habitants arbitrairement au faciès ou encore défoncer les portes des habitations pour arrêter quelqu'un. Lors de révoltes dans les cités, comme au quartier de la Villeneuve à Grenoble l'été dernier, **les habitants subissent souvent un traitement répressif qui s'apparente à de la punition collective, méthode qui allait bon train dans les colonies.**

### Des violences racistes requalifiées de « bavures »

Aujourd'hui, où le contexte actuel est animé par les débats concernant « l'identité nationale » et « l'héritage positif de la colonisation », un racisme décomplexé persiste, autant relayé par les médias que par la bouche des gouvernants. Alors que le programme de stigmatisation des migrantes et des migrants du pou-

voir en place semble s'être directement inspiré de celui du FN, la commémoration des 50 ans du 17 octobre doit être un moment fort pour exiger que cessent ces politiques racistes tout droit héritées du passé colonial français.

### Exigeons que cesse les politiques racistes

On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations. 50 ans après, il est temps :

- que les plus hautes autorités de la République reconnaissent les massacres du 17 octobre 1961 comme un crime d'Etat ;
- que la Fondation pour la Mémoire de la guerre d'Algérie vantant les « aspects positifs de la colonisation » soit re-fondée sur des bases totalement différentes ;
- que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous ;
- que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.



**Le mensuel disponible en kiosque**

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. .... E-MAIL .....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

13 octobre 2011